

Les subsides

surtout en Ontario, et à moins de changements, cela ne pourra qu'engendrer beaucoup plus de chômage dans tout le pays. Nous allons, du même coup, réduire notre potentiel de production. C'est du gaspillage. Ne l'oublions pas. Il serait très grave de réduire notre PNB ou d'avoir un taux de croissance tellement inférieur à notre potentiel que nous ne pourrions jamais le rattraper au cours des trois ou quatre prochaines années.

Nous reconnaissons tous que le même problème existe dans le reste du monde occidental. Nous devons examiner nos problèmes régionaux en fonction de cette conjoncture. Et c'est vraiment désespérant. Comme le député de Shefford et le député de Cape Breton-The Sydneys, moi-même et le ministre—plus tellement maintenant, mais avant—croyons souhaitable de suivre de très près l'usine de Trenton, dans sa circonscription, qui fabrique les wagons-trémies destinés aux céréaliculteurs de l'Ouest, dont nous entendons parler jour après jour. Les mêmes gens étaient propriétaires de l'aciérie de Sydney, la Hawker-Siddeley, dont ils ont fermé les portes. Ils ont fermé les portes des mines de charbon du Cap-Breton, laissant tomber les travailleurs. Je demande au ministre de ne pas se laisser avoir par ce genre d'entreprise de courte durée. Ces gens vous laisseront tomber. Si vous visitez l'usine Axle comme je l'ai fait, et je sais que le ministre l'a fait aussi, vous verrez que la majeure partie des machines ont été installées par le gouvernement pendant la dernière guerre et, comme au Cap-Breton et à Trenton, la compagnie n'a pas suffisamment d'outillage et de machines pour soutenir la concurrence internationale.

Le marché canadien et le marché international sont en partie régis par les prix fixés par les grosses sociétés. Un bon nombre de petites et moyennes entreprises doivent avoir des prix concurrentiels en plus d'être compétitives au sens large du terme, tel que l'entend l'homme d'affaires alors que l'économiste pense seulement à la compétitivité des prix.

Le Canada et l'ensemble du monde occidental connaissent ces difficultés, mais les régions plus encore. Évidemment, le ministère de l'Expansion économique régionale ne peut pas tout faire. Tout le monde, y compris le ministre, sait que le problème n'est pas facile à résoudre sans une certaine coopération et coordination. Les taux d'intérêt élevés, la politique de resserrement du crédit, toute l'histoire du Canada et les provinces des Maritimes, n'importe quel élève de 12^e année qui désire la lire . . .

Une voix: Plus fort.

M. Hogan: Je peux parler plus fort si vous voulez. Même un enfant verrait que c'est la cause de difficultés dans la région de l'Atlantique, difficultés qui se perpétuent. Quand vous comprimerez les dépenses dans cette région, pour économiser dans le domaine des ressources et dans d'autres, les difficultés que la situation suscitera seront d'autant plus grandes que dans le passé. Il n'y a pas de solution simple au problème de la coordination du développement, mais nous devons trouver une réponse. A la suite de notre entretien, je soupçonne que le ministre cherchera à prendre l'affaire au sérieux.

● (2100)

Il arrive souvent qu'un ministère du gouvernement nuise passablement aux travaux du ministère de l'Expansion économique régionale dans les régions, en négligeant de coordonner les dépenses respectives ou en retirant certains fonds à un

moment où ils auraient dû rester disponibles, surtout si l'on cherche à stimuler tout un secteur.

La pêche en est un exemple dans ma circonscription. Nous le savons tous, la région de l'Atlantique vient d'obtenir un nouveau sursis grâce au prolongement de 200 milles des limites territoriales. C'est un fait et les possibilités sont innombrables. Toutefois, nous traverserons apparemment une crise économique nationale. Nous parlons de développement au ministre de l'Expansion économique régionale d'une part, tandis que le Conseil du Trésor, d'autre part, a supprimé, depuis juillet dans le budget de l'année courante, la somme de 10 millions de dollars sous la rubrique des ports pour petites embarcations, enlevant ainsi à la Nouvelle-Écosse la somme de 1.25 million de dollars. C'est la preuve d'un manque de coordination.

Aucune personne sensée, au courant du problème général que crée le chômage dans cette région et de l'expansion qui s'y impose, n'aurait mis un terme aux travaux de dragage du port de Glace Bay, dans ma circonscription. Il aurait été préférable d'éviter de mettre dans l'embarras une industrie secondaire de valeur dans cette région en ne procédant pas à ces travaux de dragage et de demander au ministre de l'Expansion économique régionale de nous prêter main forte au Cap Breton.

Nous affirmons tous vouloir favoriser le petit homme d'affaires. Toutefois, si un entrepreneur décide d'acheter, avec l'aide du gouvernement, trois bateaux de pêche au prix de 1 million de dollars chacun, il ne pourrait même pas se rendre jusqu'à ce fichu port, car les subventions aux fins de ce projet ont été supprimées. Voilà un exemple flagrant du manque de coordination qui entraîne la perte d'emplois dans les secteurs de la pêche et du conditionnement du poisson. Nous pouvons pardonner ce genre d'erreur à un gouvernement qui accède au pouvoir pour la première fois. Mais qu'advient-il de l'art de la planification, en principe une motion socialiste? Nous en avons un excellent exemple chez les grandes sociétés: en effet, le troisième plus grand manufacturier de voitures, la société Chrysler, n'aurait pas planifié ses activités de façon adéquate et c'est le gouvernement qui doit maintenant venir à la rescousse. La planification des sociétés, que d'aucuns appellent le socialisme des sociétés, fait partie de notre mode de vie. Il ne s'agit pas de capitalisme théorique. Bien que nous soyons différents les uns des autres, il n'y a aucune raison à ce que nous ne nous regroupions pas pour investir des capitaux de spéculation en vue de prospecter le marché et de voir s'il serait possible d'y vendre un produit à des prix concurrentiels. Nous prendrions alors le risque de tout perdre.

Au Canada, la plupart des petites entreprises sont privées. Il ne faut pas croire que les plus importantes sociétés ne sont que cela. Les grandes compagnies ont besoin de ce genre de planification pour survivre, se développer et prendre leur part du marché, même si les théories économiques laissent entendre que ce n'est pas ainsi qu'on obtient les profits maxima. Il n'est pas besoin d'être socialiste ou communiste pour se rendre compte que c'est encore plus vrai pour le gouvernement. Si le gouvernement décide de s'occuper d'un secteur particulier du Québec, Gaspé, par exemple, ou encore du Cap-Breton ou de Shefford, il doit y faire jouer tous ses pouvoirs de coordination. C'était clair dans le document remis par le ministre à la réunion du comité de l'expansion économique régionale aujourd'hui, mais ce point n'a pas été développé parce que nous n'avons pas assez de temps dans ces comités pour traiter toute